

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Entreprises-Multinationales-et-Integration-en-Amerique-Latine>

Entreprises Multinationales et Intégration en Amérique Latine.

- Notre Amérique -

Date de mise en ligne : lundi 25 août 2008

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Pour de nombreux économistes, les investissements étrangers (IE) réalisés par les entreprises multinationales (EMN) se révèlent comme le moteur le plus « authentique » de la croissance et de la modernisation des pays en développement, en permettant un capital d'investissement, un transfert de technologie, de développer des ressources humaines et de moderniser la capacité organisationnelle et administrative, d'augmenter les opportunités du commerce extérieur. La contrepartie consiste dans l'établissement d'industries de très polluantes et leur impact sur l'environnement à moyen terme dans le pays récepteur, en plus de la pression que ces entreprises exercent pour réduire la concurrence locale. Les effets des IE sont en dernier ressort le produit des réussites des politiques nationales et des stratégies adoptées par les EMN. De ces variables, dépendront, l'augmentation des exportations et l'augmentation de la compétitivité commerciale du pays récipiendaires des capitaux.

Introduction

La globalisation croissante économique et politique de la fin du siècle a provoqué des transformations sous tous les aspects, y compris sur le plan de la production et des investissements internationaux directs réalisés par les entreprises. Celles-ci occupent depuis ce temps-là un rôle éminent sur la scène internationale, produisant des effets favorables et défavorables à l'intérieur des pays où elles réalisent leurs investissements. Ensuite nous détaillerons ce phénomène et son incidence sur les processus d'intégration.

Comme premier pas nous donnerons un cadre conceptuel à propos des caractéristiques de l'entreprise multinationale et des investissements externes.

Cadre conceptuel et contexte international

La gestion des Entreprises Multi Nacionales (EMN) doit être analysée dans le contexte qui a permis leur développement c'est-à-dire une scène internationale caractérisée par de grands changements, produit de la globalisation et de l'internationalisation de la production mondiale.

Après la Deuxième Guerre mondiale les entreprises nord-américaines ont commencé à voir le monde comme une unité unique économique, avec laquelle les EMN ont essayé de créer un système économique mondial qui permettrait de coordonner une production, un financement et une distribution sans tenir en compte de barrières, de réglementations ou d'institutions des nations - de l'état.

Cette vision du monde comme un marché ouvert destiné à une société de consommation en constante expansion s'est trouvée favorisée par le développement de blocs économiques et la réorganisation des fonctions de distribution et de commercialisation, spécialement par la création d'un régime commun de tarifs douaniers. Cette réorganisation a eu une influence sur les décisions patronales d'investir dans les pays qui composaient ces blocs [1].

De la même manière, l'apparition de blocs régionaux a établi les principes qui ont stimulé ces décisions ;

- ▶ liberté de circulation des marchandises et des produits, réalisée grâce à l'élimination de tarifs douaniers
- ▶ liberté de circulation des personnes
- ▶ libre transfert des capitaux

- ▶ liberté de concurrence
- ▶ liberté d'établissement et de prestation de services

Ce dernier principe semble fondamental pour l'analyse des EMN, étant donné qu'il permet à toute société constituée dans un pays d'être admise dans un autre pays membre du bloc, avec les mêmes droits et obligations que dans le pays d'origine [2].

Dans leur quête pour atteindre cet objectif, les entreprises ont visé la reformulation des stratégies de commercialisation et l'innovation constante dans les produits. Cette tendance a donné lieu à des entreprises avec plusieurs activités décentralisées, où chaque division a son propre siège et un bureau général prend la tête de la nouvelle structure organisante pour coordonner les divisions indépendantes et pour programmer une stratégie globale [3].

Répondant à la recherche de nouveaux et vastes marchés, les entreprises ont augmenté leurs flux d'investissements étrangers, apportant de pair une augmentation des niveaux de contrôle sur les moyens de production et de distribution dans les pays destinataires.

La transnationalisation productive a lieu à travers l'investissement étranger direct, IED (un montant investi ou réinvesti par des non-résidents d'un pays dans les entreprises dans lesquelles eux ou d'autres non-résidents exercent un réel contrôle administratif). Ce processus consiste en une demande réelle d'investissement dans ce pays et requiert l'exportation de capital et de technologie. La cause principale de la transnationalisation est l'importance croissante de la concurrence oligopolistique dans l'économie capitaliste.

A travers les caractéristiques que ce processus porte, est entrain de se créer une interdépendance entre les pays récepteurs des IED et les pays d'où viennent les investissements, dépassant simplement les aspects économiques. Les investissements directs étrangers commencent alors à avoir une influence sur la croissance, en augmentant la productivité totale et l'efficacité de l'utilisation des ressources du pays-hôte. Cette influence s'observe à trois niveaux :

- ▶ un impact direct dans les facteurs de l'économie
- ▶ des effets indirects sur le secteur patronal
- ▶ dans les liens entre IED/flux du commerce extérieur.

Avantages et désavantages de l'installation d'EMN

Les opinions contre sont variées. Les unes soulignent les bienfaits des IED et les autres trouvent seulement dans ceux-ci de nouvelles formes cachées de domination [4]. Par la suite nous ferons mention des aspects positifs et négatifs reflétés dans chaque position.

Aspects positifs :

- ▶ parmi les aspects positifs nous devons mentionner la possibilité qu'ils offrent d'attirer un capital étranger d'investissement et de connaissance technologique pour être appliqué localement
- ▶ réalisation d'économies dans des domaines de recherche et développement
- ▶ amélioration de la balance des paiements au stade initial du transfert de capital, ainsi que l'effet positif et constant de l'obtention de niveaux plus élevés d'exportation comme de la fabrication pour la consommation interne, en permettant d'économiser dans ce qui serait utilisé dans une importation équivalente.
- ▶

- renforcement de la compétence technique, productive et organisatrice -administrative du personnel local
- ▶ introduction de niveaux de salaires plus élevés, logement et bien-être social qui éventuellement touchent d'autres segments de la société.

Aspects Négatifs :

- ▶ les pratiques des EMN ne sont rien de plus que "des instruments du nouveau capitalisme néocolonial" qui cherche seulement des bénéfices grâce à l'absorption du capital local et à leur établissement dans les pays où les politiques fiscales sont plus faibles.
- ▶ le transfert de technologie réalisé se fait sur ce qui semble obsolète dans le pays d'origine, et est considéré peu efficace pour être utilisé sous des conditions de main-d'oeuvre chère des pays du Premier Monde
- ▶ il tire profit de l'utilisation de la main-d'oeuvre bon marché trouvée dans les pays les moins développés
- ▶ il exclut les citoyens du pays-hôte des postes à compétences techniques et administratives c'est-à-dire qu'il garde les postes administratifs pour ses compatriotes
- ▶ ils manipulent les asymétries des prix internationaux, les licences, les taux d'intérêt et d'autres facteurs économiques à leur avantage et avec une considération minimale pour les intérêts économiques du pays qui les reçoit.

Si nous recourons aux statistiques, plus de 95 % de l'IED enregistrée provient des pays membres de l'OCDE et près des trois quarts du total est investi dans d'autres pays membres de la même organisation [5] ; avec ces chiffres, on peut réfuter nombre d'opinions qui s'opposent aux EMN en mettant l'accent sur l'exploitation qu'ils généreraient hypothétiquement dans des pays notamment en voie d'un développement.

L'importance des flux des IED a continué de battre des records durant la dernière décennie. De la même manière vers 2000, plus de 80 % des bénéficiaires de ces flux et plus de 90 % de leurs pays de provenance, se situaient dans des pays développés. Le flux d'IED vers tous les pays en développement dépasse actuellement largement l'aide officielle au développement, ce qui enlève la nécessité de diriger les IED comme outils pour le développement économique.

L'un des bénéfices réside dans la contribution à long terme à l'intégration plus étroite de l'économie bénéficiaire dans l'économie mondiale, un processus qui développera sûrement plus d'importations et plus d'exportations.

À mesure que les pays se développent et s'approchent d'une situation de nation industrialisée, les IED qui sont reçus participent à une plus grande intégration dans l'économie mondiale, en créant et en multipliant les flux commerciaux étrangers. Les pays récepteurs doivent adopter des politiques d'ouverture au marché international comme base de leur stratégie pour bénéficier des IED. Les pays récepteurs devraient adopter des stratégies pour attirer IED en augmentant la quantité de leurs transactions grâce à des politiques de libéralisation et d'intégration régionale.

La capacité des IED de contribuer à développer les possibilités exportatrices dépend de la situation. Les zones de libre-échange peuvent être un instrument pour obtenir une intégration plus étroite dans le commerce mondial, mais cela a un coût. Les IED tendent à augmenter les importations, effet qui est graduellement diminué à mesure que les entreprises locales peuvent se convertir en sous-traitants des multinationales.

Au sujet du transfert de technologies, dans le cas où il existe de grandes différences, ou si le niveau technologique absolu du pays récepteur est bas, les entreprises nationales seront incapables d'absorber les technologies transférées par les multinationales.

Les IED génèrent une influence significative sur la concurrence du marché dans les pays bénéficiaires. La

présence de ces entreprises peut aider au développement économique en stimulant la concurrence nationale, qui aboutira finalement à une productivité plus élevée, à de plus bas prix et à une affectation des ressources plus efficace. En contrepartie, l'arrivée de multinationales tend à augmenter les niveaux de concentration sur les marchés du pays récipiendaire, ce qui peut affaiblir la concurrence.

Conclusions :

Pour beaucoup d'économistes, les effets positifs des IE menés par les EMN, consistent en ce que c'est le moteur le plus authentique pour la croissance et la modernisation des pays en développement, étant donné qu'ils fournissent un capital d'investissement, transfèrent la technologie, développent les ressources humaines et modernisent la capacité organisationnelle et administrative, en augmentant les opportunités du commerce extérieur.

La contrepartie est l'établissement d'industries de pollution élevée et leur impact sur l'environnement à moyen terme dans le pays récepteur.

De la même manière, il faut se souvenir de la taille des investissements, de la pression qu'ils exercent pour réduire la concurrence locale. En accord avec quelques auteurs, conformément au niveau du chiffre d'affaires des EMN, nous pouvons déduire que celles-ci interfèrent d'une manière directe et indirecte sur la vie politique et économique des pays où elles s'établissent. L'installation des EMN permet l'augmentation du pouvoir de négociation du pays-hôte ; ce sont des instruments utiles de développement et des canaux d'entrée-sortie du système économique global.

Quelques théories des Relations internationales inscrivent ce processus dans la nature même du système international, un système anarchique, sans une autorité unique de politique globale, face auquel il semble impossible de réguler le mode de production capitaliste à travers des frontières nationales. En conséquence, une division économique internationale émerge, celle qui consiste à un centre formé par les États capitalistes forts et avancés industriellement, et une périphérie formée par les faibles États (subordonnés à la condition de fournisseurs de matières premières au centre de pouvoir) et d'une semi périphérie d'États dont l'activité économique résulte d'un mélange des deux [6].

Cependant, après avoir analysé les effets des EMN dans les pays-hôtes et après avoir évalué leurs avantages et désavantages, nous pouvons conclure que le processus qui génère initialement une exploitation évolue jusqu'à devenir un processus de réciprocité.

Nous ne devons pas faire retomber toute la responsabilité sur les IE, mais certains mécanismes étatiques devraient être renforcés pour permettre l'évolution mentionnée vers un processus de profit mutuel.

C'est-à-dire les politiques de l'État doivent établir les règles pour améliorer l'éducation, promouvoir la formation de la force de travail et le maintien de la capacité compétitive ; elles doivent prendre des mesures tendant à apporter une aide internationale aux pays en développement pour renforcer leurs capacités technologiques et pour accéder au progrès des nouvelles technologies.

Les effets des IE sont en dernier ressort le produit des avancées dans les politiques nationales et des stratégies adoptées par les EMN. De ces variables, dépendront l'augmentation des exportations et l'augmentation de la compétitivité commerciale du pays récipiendaire des capitaux.

Les marchés financiers imparfaits et sous-développés sont seulement des obstacles pour l'obtention des bénéfices.

L'investissement transnational est actuellement en relation avec les nouveaux blocs régionaux et on vérifie que chacun des pôles d'investissement mondial oriente ses flux directs vers les régions sur lesquelles il a une influence fondamentale. Parmi les changements produits dans l'économie mondiale, la régionalisation d'un côté produit l'augmentation des dimensions du marché, et de l'autre, rend plus prévisibles et de confiance les politiques macroéconomiques et institutionnelles des pays membres.



Temas del Cono Sur :

Dossier d'integration

-

Mémoire de Posgrado, août 2005.

[El Correo](#) . Paris, le 1er Août 2008.

Bibliographie

- ▶ **Aguinis, Ana M. de**, Empresas e Inversiones en el MERCOSUR. Abeledo Perrot 1994.
- ▶ **Barnet, Richard Jackson**. "Sueños Globales" Imágenes globales, Ritmo global. Barcelona, Flor del Viento Ed. 1995.
- ▶ **Bloch, Roberto**. Transferencia de tecnología y empresas multinacionales ; en Errepar DSE. N°159 Febrero/01 T. XII
- ▶ **Dougherty, James E, - Pfaltzgraff, Robert L**. Teorías en pugna en las Relaciones Internacionales. GEL Editores. Colección Estudios Internacionales. Bs. As. 1993
- ▶ **Gilpin, Robert**. Tres ideologías de la economía política
- ▶ **OIT**. Las empresas multinacionales y la política social. HACHETTE SA. Bs. As. 1974
- ▶ **Porter, Michael E**. La ventaja competitiva de las naciones. NY. Free Press 1990
- ▶ **Solomon, Lewis**. Las empresas multinacionales y el nuevo orden mundial. Bs. As. La Ley 1980
- ▶ **UNCTAD**, Conferencia de Naciones Unidas sobre Comercio y Desarrollo. Comunicado de prensa TAD/INF/PR/9919. 3/09/99 ; recuperado de www.unctad.org

- ▶ **Raymond Vernon**. *Sovereignty at bay* (NY, Basic Books, 1971) et Robert Gilpin : "*Three Models of the future*", International Organization, 29 (Fatl 1979). Ni Vernon Ni Gilpin ne sont d'accord avec l'hypothèse de l'érosion.

Traduction de l'espagnol pour **El Correo de** : Estelle et Carlos Debiasi

Notes :

[1] **Lewis, Solomon** ; pág. 28. Centro Argentino de Estudios Internacionales www.caei.com.ar

[2] **Aguinis, Anne M. de** ; pág. 26-33. Dans le cas précis de la Communauté européenne, cette liberté est divisée en deux alinéas conformément au Traité de Rome de 1957 ; la reconnaissance de la capacité de la personne morale (la capacité d'engager, d'être soumis à la justice et l'exercice des droits civils et patrimoniaux dans un autre pays membre) et l'acceptation de l'établissement (un fonctionnement et un exercice permanent de

l'activité sociale dans le territoire de l'autre État membre, qui sera réglé par la législation de cet État). Dans le MERCOSUR, l'acceptation de la "personnalité juridique" et ses attributs facilite le comportement de sociétés dans des pays différents celui de leur constitution, et rend plus simple leur reconnaissance et l'harmonisation de législation interne.

[3] **Alfred D. Chandler**. Strategy and structure ; Chapters in the history of the industrial enterprise. Cambridge. MIT. Press 1962.

[4] **Huntington, Samuel** ; "*Transnational Organizations in world Politics*", World Politics, 25 (April 1973). Au début des années 70 il y avait une certaine appréhension que les multinationales grâce à leurs vastes ressources économiques, et à cause du fait qu'elle ne pouvaient pas être convenablement être contrôlées par les gouvernements nationaux, beaucoup moins par des organismes internationaux, pouvaient participer à l'érosion du système des nations - états.

[5] Commission des sociétés transnationales, "*Supplementary material on the Suit of defining la Transnational Corporations **", *United Nacional Economic and Social Council*, le 23 mars 1979, pp. 8 et 11 ; *Transnationale Corporations in world development : a re-examination* (NY, uN, 1981) p. 286.

[6] **Wallerstein, Immanuel** : "*The future of the world economy*" en Torréense K. Hopkins e Wallerstein Immanuel, comps : Processes of the world system (B. Hills, Calif.) Sage Publication. 1980.